

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°4 2025

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : L'accord quadrilatéral relatif au corridor ferroviaire est prorogé en 2025 ;
- ❖ **Bangladesh** : Baisse des promesses et des décaissements des bailleurs internationaux ;
- ❖ **Bhoutan** : Les réserves de change s'établissaient à 660 M USD au mois de novembre 2024 ;
- ❖ **Inde** : La Banque centrale indienne prévoit d'injecter des liquidités en roupies de l'ordre de 18 Mds USD ;
- ❖ **Maldives** : Indicateurs macroéconomiques 2024 médiocrement orientés ;
- ❖ **Népal** : Selon le FMI, l'économie népalaise devrait croître de plus de 4 % grâce aux efforts de reconstruction ;
- ❖ **Pakistan** : M. Martin Raiser, vice-président de la Banque mondiale, Responsable de l'Asie du Sud, considère la hausse du taux d'investissement des entreprises comme un prérequis au triplement du PIB d'ici 2035 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Les recettes d'exportations à un niveau record en 2022 ;

LE CHIFFRE A RETENIR

623 Mds USD

Les réserves de change indiennes atteignent un plus bas depuis février 2024 et représentent 11 mois d'importation

Afghanistan

L'accord quadrilatéral relatif au corridor ferroviaire est prorogé en 2025

Les autorités afghanes ont annoncé la prorogation en 2025 de l'accord relatif au corridor ferroviaire et économique reliant l'Afghanistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et la Chine. Ce corridor a permis le transport de 4200 conteneurs de marchandises entre l'Afghanistan et la Chine en 2024. Avec la reconduction de l'accord, les flux commerciaux entre les deux pays devraient s'intensifier.

Les échanges entre l'Afghanistan et la Chine ont connu une forte progression, avec un volume bilatéral atteignant 1,3 Md USD en 2023, contre 600 M USD en 2022. Par ailleurs, dans le cadre d'un accord commercial bilatéral signé en décembre 2024, la Chine a accordé un accès privilégié aux produits afghans en franchise de droits de douane. Cette mesure devrait favoriser la diversification des partenaires commerciaux de l'Afghanistan, dans un contexte où le pays demeure tributaire de ses échanges avec le Pakistan, qui représente près de 45% de ses exportations.

Bangladesh

La Banque centrale réduit drastiquement ses ventes de dollars aux banques commerciales

Selon la Bangladesh Bank, les ventes de dollars aux banques commerciales ont chuté de près de 89 % en glissement annuel entre juillet et décembre de l'exercice fiscal en cours. Depuis la nomination du nouveau gouverneur, Ahsan Mansur, la Banque centrale a encouragé les banques à privilégier les transactions sur le marché interbancaire plutôt que de s'appuyer sur ses ventes de dollars.

Cette mesure a entraîné une baisse des avoirs en devises des banques commerciales, qui ont reculé de 23 % sur un an pour atteindre 4,2 Mds USD fin décembre 2024, contre 5,5 Mds USD à la fin de l'année précédente.

Néanmoins, cette approche aurait permis de ralentir l'érosion des réserves de change et de stabiliser le marché selon la Banque centrale. Les réserves brutes de change s'élevaient ainsi à 21,4 Mds USD à la fin décembre 2024 (BPM6), contre 21,9 Mds USD un an plus tôt.

La Banque centrale revoit son modèle de provisionnement

La Bangladesh Bank a adopté un nouveau modèle de provisionnement conforme aux normes internationales, afin d'atténuer la crise de liquidité et de prévenir les faillites liées aux prêts non performants (NPL). Le système de provisionnement actuel est effectivement défaillant, alors que plusieurs banques sont concernées par un provisionnement plus faible que la régulation ne l'exige, avec un sous-provisionnement global de 20% (1,9 Md BDT).

Ce système serait ainsi être remplacé par le modèle *Expected Credit Loss* (ECL) de la norme *International Financial Reporting Standard* (IFRS-9).

Ce modèle impose une constitution de provisions anticipée, basée sur l'historique de crédit, la performance et les perspectives futures d'un prêt, plutôt que d'attendre qu'il ne devienne irrécouvrable. Cette mesure vise ainsi à améliorer la transparence du secteur bancaire, en reflétant plus fidèlement la situation financière des banques.

Selon la feuille de route de la Bangladesh Bank, la transition se fera progressivement : en septembre 2026, 25 % des portefeuilles de prêts seront intégrés au modèle ECL, avant une couverture de 75 % d'ici juin 2027, pour une adoption complète du système IFRS-9 généralisée à tout le secteur bancaire en décembre 2027.

Baisse des promesses et des décaissements des bailleurs internationaux

Les promesses de prêts des partenaires de développement pour le Bangladesh ont chuté de 67% au cours du premier semestre de l'exercice fiscal 2024-25, selon les données du ministère des Finances. Les engagements atteignent ainsi 2,3 Mds USD seulement. Les décaissements sont également en baisse de 13%, à 3,5 Mds USD contre 4,0 Mds USD sur la même période un an auparavant. Ce montant comprend les 1,1 Md USD de soutien budgétaire sur le mois de décembre. Dans le même temps, le service de la dette s'est renchéri de 26 %, atteignant 2,0 Mds USD sur six mois, au titre desquels 750 M USD pour les seuls intérêts.

La baisse des engagements et des décaissements s'explique en partie par le changement de gouvernement et par le passage en revue des futurs projets d'investissements.

En parallèle, le gouvernement a engagé des discussions avec certains bailleurs pour restructurer les projets en cours qui seraient, soit en retard dans leur exécution, soit jugés peu prioritaires. D'après la presse, le ministère des Finances et la Banque mondiale ont d'ores et déjà identifié 810 M USD qui étaient fléchés vers une dizaine de projets.

De nouvelles fermetures d'usines de prêt-à-porter et d'importantes difficultés pour le paiement des salaires

Depuis début août 2024, 68 usines, pour la plupart des ateliers de confection de prêt-à-porter, ont été fermées dans la banlieue industrielle du nord-ouest de Dacca (Savar, Ahsulia, Dhamrai, Gazipur). Dernière annonce en date, le groupe Keya a décidé de fermer à partir de mai prochain deux nouvelles usines, ce qui porte les licenciements à 10 000 employés. La Commission anti-corruption a lancé une enquête contre le dirigeant de Keya Group le 2 janvier dernier.

Par ailleurs, d'après la police industrielle de Gazipur, 35 usines n'ont pas assuré la paie de leurs employés depuis novembre tandis que 45% des usines sont en retard pour le paiement des salaires de décembre.

Cette situation pourrait engendrer des tensions sociales. Des employés du groupe Beximco, qui a annoncé la fermeture de seize usines, ont attaqué et brûlé il y a quelques jours l'usine Grameen Fabrics.

D'après la presse, le gouvernement tente de trouver des emplois pour 40 000 travailleurs licenciés par le groupe Beximco dans les usines de la Bangladesh Export Processing Zone Authority (Bepza) et de la Bangladesh Export Zones Authority (Beza). Dans le même temps, les autorités cherchent à retrouver un repreneur.

Bhoutan

Les réserves de change s'établissaient à 660 M USD au mois de novembre 2024

Selon le bulletin statistique mensuel de la Banque centrale publié en janvier 2025, les réserves de change du Bhoutan s'élevaient à 660 MUSD en novembre 2024, un niveau comparable à celui de mars 2024. Sur cette période, les réserves ont connu d'importantes fluctuations, atteignant un point bas en août 2024 à 588 M USD. Ces variations traduisent la contrainte extérieure à laquelle est soumise l'économie bhoutanaise, caractérisée par sa petite taille et son enclavement. Le niveau des réserves est largement influencé par les exportations d'hydroélectricité, les transferts des travailleurs émigrés et les recettes touristiques, tandis que les importations sont incompressibles, l'économie reposant principalement sur l'agriculture et les services.

La Banque centrale lance un programme pilote afin d'identifier les enjeux associés au lancement d'une monnaie numérique

La Royal Monetary Authority (RMA) mène un programme pilote en vue du lancement d'une monnaie numérique, afin d'analyser les enjeux techniques et réglementaires de la modernisation des paiements. Ce programme s'inscrit dans une démarche visant à optimiser le cadre opérationnel de la politique monétaire et la stabilité financière du pays, tout en améliorant l'efficacité des transactions. Bien qu'aucun calendrier définitif ne soit annoncé, ce programme s'inscrit en conformité avec la tendance mondiale au développement exploratoire des monnaies numériques sous l'égide des autorités monétaires.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

L'activité du secteur privé fléchit à son plus bas niveau depuis quatorze mois en janvier

Selon l'indice composite des directeurs d'achat (PMI) d'HSBC, établi par S&P Global, la croissance de l'activité commerciale du pays a atteint son niveau le plus faible en plus d'un an. Pour rappel, l'indice PMI mesure l'activité économique attendue au travers d'une moyenne pondérée des secteurs manufacturier et des services et constitue un indicateur clé de la conjoncture au cours des tout prochains mois.

En janvier, l'indice PMI s'est replié à 57,9, son plus bas niveau depuis novembre 2023, après avoir atteint 59,2 en décembre. Si le secteur manufacturier affiche une résilience relative, avec un indice en hausse de 56,4 à 58,0, un sommet depuis juillet dernier, cette progression a été éclipsée par le net ralentissement des services. En effet, l'indice des services a reculé de 59,3 à 56,8, son niveau le plus faible en 26 mois.

Les perspectives pour l'année à venir sont contrastées, les entreprises manufacturières affichant un regain d'optimisme depuis mai 2024, tandis que la confiance des entreprises de services s'est détériorée, atteignant son niveau le plus bas en trois mois, et ce, en raison de préoccupations liées à la concurrence.

Malgré ce ralentissement, l'indice PMI demeure au-dessus du seuil des 50 points, marquant la frontière entre croissance et contraction, et ce, depuis trois ans et demi – la plus longue période d'expansion depuis la mi-2013.

En 2023-24, UPI représente 83% du total des paiements numériques en Inde

Selon la Banque centrale indienne (RBI), l'interface de paiement unifiée (UPI) a vu sa part dans l'écosystème des paiements numériques plus que doubler en cinq ans, passant de 34 % en 2019 à 83 % en 2024. Parallèlement, les autres infrastructures de paiement numérique – telles que le National Electronic Funds Transfer (NEFT), le Real Time Gross Settlement (RTGS), l'Immediate Payment Service (IMPS) ainsi que les cartes de crédit et de débit – ont vu leur part chuter de 66 % à 17 % sur la même période.

L'essor de UPI s'explique par son adoption rapide, aussi bien pour les paiements entre particuliers que pour ceux entre consommateurs et commerçants. Entre 2019 et 2024, le volume des transactions UPI de personne à commerçant a connu une croissance significative de 99 % pour les paiements de moins de 500 INR et 109 % pour ceux dépassant 2 000 INR. En 2024, l'Inde a enregistré un record de 208,5 milliards de transactions numériques.

Selon les données officielles, l'emploi formel a augmenté en novembre de 4,8% en g.a.

Les créations nettes d'emplois formels en Inde ont rebondi en novembre, selon les données de l'Employees' Provident Fund Organisation (EPFO), l'organisme gouvernemental en charge des retraites et de la prévoyance des salariés. Plus de la moitié des nouveaux inscrits sont âgés de moins de 25 ans, soulignant une dynamique d'emploi favorable chez les jeunes, selon ces données.

En novembre, 1,46 million d'emplois formels nets ont été créés, soit une progression de 4,88 % par rapport aux 1,39 million enregistrés un an plus tôt, d'après les données provisoires de l'EPFO publiées par le ministère du Travail et de l'Emploi.

D'octobre à novembre, les créations d'emplois formels affichent une croissance de 9,1 %. À titre de comparaison, le mois d'octobre avait enregistré 1,34 million de nouveaux adhérents, marquant son niveau le plus bas en cinq mois.

D'après les dernières données du *Centre for Monitoring Indian Economy* (CMIE), un groupe de réflexion indépendant, le taux de chômage en Inde s'établissait à 7,8 % en septembre 2024, contre 8,5 % en août. Parallèlement, le taux d'activité aurait diminué, passant de 41,6 % à 41 %, tandis que le taux d'emploi reculait de 38 % à 37,8 % sur la même période.

Cependant, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence, compte tenu de l'importance du secteur informel, qui représente encore près de 85 % des travailleurs en Inde.

Les réserves de change atteignent un plus bas depuis onze mois

Les réserves de change de l'Inde, incluant l'or et les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), se sont contractées de 1,9 Md USD au cours de la semaine close le 17 janvier, portant le montant total des réserves de change à 623 Mds USD, sous l'effet d'une réévaluation des actifs non libellés en dollars et des ventes de devises par la Banque centrale pour équilibrer le marché des changes. Ce recul intervient alors que les gestionnaires de portefeuille ont choisi de réduire leur exposition au marché des actions indien depuis octobre 2024. Confortant cette tendance, au début du mois, HSBC a revu à la baisse sa recommandation relative au marché boursier indien, la faisant passer de « surpondérer » à « neutre ». La banque a également revu à la baisse ses prévisions de croissance des bénéfices du Nifty 50 pour l'année budgétaire 2025, les ramenant de 15 % à 5 %.

Sur la période, les actifs en devises étrangères ont chuté de 2,9 Mds USD, tandis que la valeur de l'or dans les réserves a progressé d'1 Md USD, jouant ainsi un rôle stabilisateur. Depuis le début de l'exercice budgétaire, l'or a contribué à soutenir les réserves alors que les actifs en devises étrangères ont reculé, soit sous l'incidence des effets de réévaluation, soit en raison des interventions de la Banque centrale sur le marché des changes.

Le niveau des réserves de change n'avait plus été aussi bas depuis le 23 février 2024, lorsqu'elles s'élevaient à 619 Mds USD. En cumul, les réserves ont fondu de 82 Mds USD depuis leur pic historique de 705 Mds USD, atteint le 27 septembre 2024.

La Banque centrale indienne prévoit d'injecter des liquidités en roupies de l'ordre de 18 Mds USD

La Reserve Bank of India (RBI) a annoncé un ensemble de mesures destinées à injecter plus de 1,5 lakh crore de roupies (soit environ 18 Mds USD) sur le marché monétaire, afin d'atténuer la pénurie de liquidité et les tensions observées sur les taux d'intérêt, qui freinent l'activité économique. Le système bancaire a en effet enregistré un déficit maximal de 37,7 Mds USD le 23 janvier, avec un déficit quotidien moyen de 23,5 Mds USD sur l'ensemble du mois. Par ailleurs, les interventions de change de la RBI, qui se sont élevées à quelque 80 Mds USD depuis fin septembre dernier, exercent également un effet récessif sur la liquidité et partant des tensions sur le marché interbancaire, sauf à être stérilisées.

Le plan de la RBI repose sur plusieurs leviers (i) le rachat d'obligations d'État pour 60 000 crore INR (7,2 Mds USD) en trois tranches (ii) une adjudication de titres à long terme d'une valeur de 50 000 crore INR (6 Mds USD) à taux variable pour une durée de 56 jours (iii) un swap d'achat/vente USD/INR de 5 Mds USD avec une échéance de six mois. Ce programme représente l'assouplissement monétaire le plus important depuis la pandémie, avec pour objectif une baisse du taux interbancaire, de manière à le faire converger vers le taux directeur de la RBI et d'améliorer le mécanisme de transmission de la politique monétaire. Le nouveau gouverneur de la RBI, Sanjay Malhotra, a récemment rencontré les dirigeants de banques privées pour discuter de stabilité financière, d'inclusion financière et de cybersécurité. Ces mesures constituent probablement le signe avant-coureur d'une réduction du taux directeur le 7 février 2025, maintenu à 6,5 % depuis février 2023.

Maldives

Indicateurs macroéconomiques de 2024 médiocrement orientés

Les premières estimations qui viennent d'être publiées par la Maldives Monetary Authority font apparaître une forte dégradation du solde budgétaire en 2024 : les recettes auraient stagné tandis que les dépenses progressaient de 6,4%, notamment en raison de l'envolée des dépenses courantes (+11,9%). Le solde budgétaire serait ainsi passé de -10,6% du PIB en 2023 à -12,5% du PIB en 2024 et le solde primaire de -6,5 à -7,7% du PIB. L'inflation se serait intensifiée en novembre à 4,1% en g.a. La croissance du PIB, soutenue par la hausse des arrivées touristiques (+9%), est en revanche dynamique et aurait accéléré à 5,5%.

Népal

Selon le FMI, l'économie népalaise devrait croître de plus de 4 % grâce aux efforts de reconstruction

Le FMI prévoit une croissance légèrement supérieure à 4% au cours de l'exercice budgétaire en cours (16 juillet 2024 – 15 juillet 2025), portée par une hausse des dépenses publiques d'investissement, notamment dans le cadre des efforts de redressement et de reconstruction consécutifs aux inondations de fin septembre.

En raison des dommages causés par ces intempéries, le FMI a révisé à la baisse ses prévisions initiales de croissance, encore ancrées en octobre autour de 5,1%. Pour rappel, les pertes économiques sont estimées à 359 M USD par les autorités népalaises, principalement en raison de l'interruption de la production hydroélectrique et des dégâts subis par les infrastructures physiques.

Pakistan

Modernisation du processus de préparation budgétaire de la loi de Finances pour l'exercice 2025/2026

Le ministre des Finances a annoncé le transfert de l'unité chargée de la stratégie de la politique fiscale de l'Agence fiscale (Federal Bureau of Revenues - FBR) au ministère des Finances, dans une nouvelle structure qui aidera le ministre à préparer le projet de loi de Finances pour l'exercice 2025/2026. Il a à cet égard demandé à tous les ministères de présenter leurs besoins financiers au titre du budget fédéral 2025/2026 d'ici le 9 février 2025, soit un mois et demi avant le délai demandé en 2025.

La nouvelle baisse de 100 points de base du taux directeur de la Banque centrale (SBP-State Bank of Pakistan) entraîne une diminution de l'attractivité des bons du Trésor

Le Comité de politique monétaire du 27 janvier a décidé la baisse du taux directeur de 13 à 12 %. Depuis juin 2024, la SBP a réduit son taux directeur de 1000 points de base, ce qui s'est également répercuté sur le taux d'émission des titres d'Etat, réduisant ainsi la charge de la dette interne sur les nouvelles émissions de bons du Trésor.

Les émissions de bons du Trésor du 22 janvier proposaient ainsi un rendement à six mois de 11,5 %. Cette émission de 9 Mds PKR n'avait été souscrite qu'à hauteur de 60 %. Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2024/2025, alors que les rendements des bons du Trésor diminuaient de moitié, les investisseurs étrangers ont liquidé 87% de leurs encours de bons du Trésor. On notera par ailleurs, qu'en parallèle à cette baisse, le marché des capitaux du Pakistan (PSX) a connu plusieurs corrections à la baisse (-3 % en tout) du 27 au 30 janvier, dans le sillage d'autres marchés émergents.

Stabilisation de l'agrégat monétaire large M2, marqué par une contraction de 0,8 % en g.a. au S1

En décembre 2024, l'agrégat large M2 a atteint 40 180 Mds PKR (145 Mds USD), en augmentation de 0,24 % par rapport à novembre et de 12,43 % en g.a. Le numéraire s'élevait ainsi à 9 100 Mds PKR (33 Mds USD) et les dépôts à vue s'établissaient à 22 130 Mds PKR (80 Mds USD). On note une légère contraction de M2 au cours du premier semestre de l'année budgétaire 2024/2025, de 0,8 %, faisant suite à une dynamique de 4,5% pour la même période de 2024. Cette stabilisation est imputable à la contrepartie interne de M2 et notamment au moindre recours de l'Etat au financement de son déficit budgétaire, lui-même en recul.

M. Martin Raiser, vice-président de la Banque mondiale, chargé de l'Asie du Sud, considère la hausse du taux d'investissement des entreprises comme un prérequis au triplement du PIB d'ici 2035

Au cours d'une mission de la Banque mondiale concernant les projets de modernisation électrique et de télécommunications, -qui s'est rendue à Islamabad les 27 et 28 janvier 2025-, Martin Raiser a déclaré que si le Pakistan effectuait les réformes adéquates, il pourrait tripler la taille de son économie, la portant à 1 000 Mds USD d'ici 2035 avec un taux de croissance annuel du PIB de 7 %. Martin Reiser rappelle l'engagement de 20 Mds USD de crédits du groupe Banque mondiale d'ici 2035 et il considère que le niveau de croissance de 7% par an ne pourra être atteint que si le secteur privé investit plus : le faible taux d'investissement actuel du pays (moins de 15 % du PIB) ne sera pas suffisant pour y parvenir.

Le programme de l'USAID au Pakistan fait l'objet d'une suspension le temps de l'évaluation de 90 jours annoncée par le Secrétaire d'État américain

La décision, entrée en vigueur le 20 janvier, est alignée sur le décret présidentiel (*Executive Order*) du Président Trump consistant à évaluer l'aide étrangère des États-Unis. Les décaissements de l'USAID au Pakistan sont passés de 169,8 MUSD en 2023 à 116,5 MUSD en 2024. L'activité nouveaux projets de l'USAID n'avait repris qu'après les inondations de l'été 2022.

On rappellera qu'en janvier 2018, le président Trump avait suspendu jusqu'à la fin de son mandat les nouveaux projets de développement au Pakistan. Donald Trump avait alors affirmé que les États-Unis avaient « versé plus de 33 Mds USD d'aide civile et militaire sur quinze ans avec peu de contrepartie ». Il avait par ailleurs accusé à l'époque le Pakistan d'avoir servi de « refuge » à des terroristes opérant en Afghanistan.

Une délégation d'hommes d'affaires américains dirigée par un proche du Président Trump

Une délégation d'investisseurs américains susceptibles d'être intéressés par différents secteurs, au nombre desquels l'immobilier, l'intelligence artificielle et d'autres domaines d'activité ressortissant au secteur privé, est arrivée au Pakistan le 28 janvier.

Elle était menée par M. Gentry Beach, une personnalité texane des affaires réputée proche du Président Trump. Diplômé de Wharton, M. Beach a établi sa fortune notamment grâce à des positions à effet de levier prises par le fonds spéculatif, Vollero Beach Capital Partners, qu'il a fondé avec son associé, Rob Vollero.

11,2 % de la population pakistanaise bénéficie de l'une des aides sociales mises en œuvre au Pakistan.

Selon le rapport de la South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE) sur la protection sociale en Asie du sud (SAAPE-Poverty-Report-2024_compressed.pdf), hors système de santé dont bénéficie 45% de la population, le Pakistan dépense moins de 2% de son PIB en protection sociale. 11,2 % de la population pakistanaise bénéficie de l'une des aides sociales mises en œuvre par le BISP (Benazir Income Support Program) et par d'autres structures étatiques pakistanaises. 5,4 % des enfants, 1,7% des personnes handicapées, 5,8% des personnes âgées, 2,7% des ouvriers victimes d'accidents du travail bénéficient d'une couverture sociale. 10,9% des employés pakistanais bénéficient d'une couverture de retraite (celle-ci ne concerne que les fonctionnaires, les militaires et les employés du secteur bancaire). Le rapport note par ailleurs qu'il n'existe pas d'assurance chômage au Pakistan.

Sri Lanka

Les recettes d'exportations à un niveau record en 2024

Même si elles restent largement inférieures aux importations – de l'ordre de 21 Mds USD en 2024 – elles ont progressé de 6,7% en ce qui concerne les biens, pour atteindre 12,7 Mds USD et de 8,5% en ce qui concerne les services, pour atteindre 3,5 Mds USD, soit 16,2 Mds USD au total. Ce chiffre dépasse le record précédent établi en 2018 avec 15,7 Mds USD d'exportations.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr